

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 05/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mairie d'Anglet - Direction du Patrimoine et des Bâtiments Communaux

HÔTEL DE VILLE
BP 303 Cedex 64603
64600 Anglet

Références : DREAL/2025D/1186
Code AIOT : 0100285268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2025 dans l'établissement : patinoire d'Anglet - Direction du Patrimoine et des Bâtiments Communaux implanté 299 Avenue de l'Adour 64600 Anglet. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 18 mars 2024, un arrêt de mise en demeure a été pris à l'encontre de la mairie d'Anglet suite à une inspection de la patinoire qu'elle exploite à Anglet en novembre 2023. En effet, cette inspection avait permis de constater une situation irrégulière des systèmes frigorifiques du site, installations utilisées pour la production du froid nécessaire à son bon fonctionnement.

L'objectif de l'inspection du 10 février 2025 était de procéder au récolement de cet arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mairie d'Anglet - Direction du Patrimoine et des Bâtiments Communaux
- 299 Avenue de l'Adour 64600 Anglet
- Code AIOT : 0100285268
- Régime ICPE : Non classé
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend 4 systèmes frigorifiques :

1. Groupe Thereco : ensemble frigorifique de 2011 pour la déshumidification de la piste,
2. Groupe Carrier : ensemble frigorifique de 2011 pour les applications "tertiaires" (chauffage eaux sanitaires, climatisation bureaux). Ce groupe est à l'arrêt depuis 2023.
3. Groupe PAC ETT SM PACARE 1-235 R.F11.00099-2 : pompe à chaleur de 2021 pour la déshumidification des gradins,
4. Groupe NH3 : installation frigorifique de 2011 pour la production de la glace de la piste. Suite à l'inspection de 2023, le groupe NH3 a fait l'objet de travaux : remplacement des 9 tuyauteries soumises à l'arrêté du 20/11/2017, compte-tenu de l'absence de dossier d'exploitation ces lignes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Inspection périodique	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rejet de la mise en sécurité du groupe NH3	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression soumis à m'arrêté du 20/11/2017	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 1	Sans objet
2	Dossier d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 2	Sans objet
4	Requalification périodique	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le travail de mise en conformité des appareils à pression du site, travail engagé peu de temps avant l'inspection de 2023, est désormais abouti.

L'arrêté de mise en demeure signé le 18 mars 2024 suite à cette inspection de 2023, est considéré comme respecté.

S'agissant de la mise à l'arrêt du groupe-froid CARRIER, il est demandé à l'exploitant d'apporter tout élément justifiant de la mise en sécurité des équipements qui le composent.

De plus il est demandé à l'exploitant, suite au remplacement des lignes du groupe-froid NH3, de faire procéder par la personne compétente désignée à une vérification de toutes les dispositions prévues dans le Plan d'Inspection qui seront à mettre en œuvre le moment venu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20/11/2017

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, risque appareil à pression
Prescription contrôlée : La mairie d'Anglet, exploitant des équipements sous pression sur son site de la patinoire, est mise en demeure de respecter, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en établissant une liste exhaustive à jour des équipements sous pression assujettis au dit arrêté comprenant l'ensemble des informations prévues par ce même article. Pour les équipements suivis selon un plan d'inspection établi conformément à un cahier technique professionnel (CTP) approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, cette liste comporte les informations complémentaires éventuellement imposées par ledit CTP.
Constats : L'exploitant a communiqué cette liste en amont de l'inspection, le 29/01/2025. Cette liste n'a appelé qu'une observation sur le point suivant : pour les 2 vases d'expansion soumis à l'arrêté du 20/11/2017, les dates des dernières inspections périodiques et des dernières requalifications périodiques, à savoir respectivement le 21/03/2024 et le 18/02/2024 sont erronées. Le 12/02/25 l'exploitant a communiqué la liste corrigée : ces deux vases d'expansion (n°20-519919 et 23-851206) ont été mis en service le 8 janvier 2024. Un document d'Axima Réfrigération daté du 21 mars 2024 atteste bien du remplacement de 2 vases d'expansion existants par ces deux nouveaux vases d'expansion en janvier 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, risque appareil à pression
Prescription contrôlée :

<p>La mairie d'Anglet est mise en demeure de respecter, sous trois mois, les dispositions de l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et du point A7 du CTP Systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020 en introduisant dans chaque dossier d'exploitation des systèmes frigorifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la déclaration de conformité, • la notice d'instructions pour les équipements construits suivant les directives européennes applicables, • l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.
<p>Constats :</p> <p>Pour vérifier le respect cette prescription, l'inspection a porté, par sondage, sur l'installation frigorifique au NH3, et en particulier sur les équipements qui ont été remplacés en 2024 à savoir les 9 tuyauteries soumises.</p> <p>Les déclarations de conformité, et les notices d'instruction établies par le constructeur, la société AXIMA, ont été consultées pour chacune de ces nouvelles lignes. Celles-ci n'appellent pas d'observation.</p> <p>Les certificats de tarage, datés du 12/01/2024 par la société CAEN S.L. des 16 nouvelles soupapes de l'installation ont également été consultés. Ils n'appellent pas d'observation.</p> <p>Le plan d'inspection de l'installation n°Sdm NH3-R.F11.00099-04 a été présenté. Il couvre bien les 9 équipements soumis de l'installation, les 9 tuyauteries soumises, les 16 nouvelles soupapes, ainsi que les 3 pressostats qui protègent les 3 compresseurs. Ce plan d'inspection n'appelle pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Inspection périodique

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque appareil à pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mairie d'Anglet, exploitant des équipements sous pression sur son site de la patinoire, est mise en demeure de régulariser, sous trois mois, la situation des équipements sous pression exploités sur son site dont l'échéance de la période maximale de l'inspection périodique est dépassée en faisant procéder à leur inspection périodique en application des dispositions des articles 13 ou 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon la liste des équipements établie par l'exploitant en réponse à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, les équipements sous pression sont à jour de leur inspection périodique.</p> <p>Pour le groupe NH3, le rapport de la dernière visite périodique n°796312 du 20/06/2024 établi par l'ASAP a été consulté. Celui-ci couvre tous les équipements soumis de l'installation. Il conclut à un résultat satisfaisant de cette inspection périodique. Ce rapport n'appelle pas d'observation.</p> <p>A noter que suite au remplacement des tuyauteries soumises, l'ASAP a également établi un</p>

rapport et une attestation de contrôle de mise en service : rapport et attestation n°796310 du 20/06/2024. Toutefois, selon le point A1 du CTP sur les systèmes frigorifiques, après une telle modification, c'est une visite initiale qu'il aurait fallu réaliser, et non un contrôle de mise en service. Or, une visite initiale comprend une vérification supplémentaire comparativement à un contrôle de mise en service : la vérification de toutes les dispositions prévues dans le Plan d'Inspection. Voir demande n°1
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°1 : Pour valoir visite initiale, l'exploitant fait compléter par la personne compétente désignée son contrôle de mise en service par une vérification de toutes les dispositions prévues dans le Plan d'Inspection qui seront à mettre en œuvre le moment venu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Requalification périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, risque appareil à pression
Prescription contrôlée : <p>La mairie d'Anglet, exploitant des équipements sous pression sur son site de la patinoire, est mise en demeure de régulariser, sous trois mois, la situation des équipements sous pression exploités sur son site dont l'échéance de la période maximale de la requalification périodique est dépassée :</p> <ul style="list-style-type: none"> . soit en respectant les dispositions de l'article 25-IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé enarrétant leur exploitation, . soit en respectant : <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé pour les équipements suivis selon un plan d'inspection en faisant procéder à leur requalification périodique, - les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé pour les équipements suivis selon le régime général en faisant procéder a leur requalification periodique.
Constats : <p>Selon la liste des équipements établie par l'exploitant en réponse à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, les équipements sous pression sont à jour de leur requalification périodique.</p> <p>Pour le groupe NH3, l'attestation de la dernière requalification périodique n°795973 du 20/06/2024 établie par l'ASAP a été consultée. Celle-ci couvre bien tous les équipements soumis de l'installation frigorifique. Elle n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejet de la mise en sécurité du groupe NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, risque toxique

Prescription contrôlée :

Lors de l'inspection de novembre 2023 le constat suivant a été établi:

"En cas de détection d'une fuite NH3 dans le local du système frigorifique, une mise en sécurité est prévue par la mise à l'arrêt de l'équipement et l'activation d'une ventilation forcée. Il a été constaté que le rejet de NH3 par la ventilation s'effectue en façade à hauteur d'homme au niveau de l'entrée de la patinoire, ce qui représente un risque pour les personnes."

Constats :

Lors de la visite sur site, il a été constaté que le rejet de la collecte des soupapes de sécurité ainsi que le rejet de la ventilation de secours du local sont désormais situés en toiture du bâtiment.

Par ailleurs les différents équipements soumis de l'installation frigorifique au NH3, ainsi que les soupapes de sécurité ont été visualisées. L'installation est dans un bon état : absence de fuite, pas de dégradation constatée, prise de glace normale. Une plaque d'identification est bien disposée sur chaque équipement.

Le groupe-froid Carrier a également été visualisé. Rien ne permet de garantir que les équipements soumis qui le composent ont été vidés vidangés. Voir Demande n°1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : Il est demandé à l'exploitant d'apporter une preuve de la mise en sécurité des équipements qui composent le groupe-froid Carrier

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois